

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 2 mai 1983

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1105)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 28 avril, de la motion de M. Lalonde: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir participer au débat sur le budget. Comme je sais qu'une certaine latitude nous est accordée dans le débat, je tiens à ce que tout le monde sache à quel point le parti progressiste conservateur est déçu de l'attitude que le Nouveau parti démocratique a adoptée vendredi à l'égard du droit à la propriété, lorsqu'il a refusé le consentement unanime pour que cette question soit renvoyée au comité.

M. Waddell: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député doit s'en tenir au budget et ne pas mettre sur le tapis des questions qui y sont tout à fait étrangères.

M. le vice-président: Le député de Simcoe-Nord (M. Lewis) vient juste de commencer son allocution. La présidence est parfaitement sensible au problème de l'à-propos, comme l'est tout occupant du fauteuil.

M. Lewis: Monsieur le Président, je suis moi aussi peiné que, après avoir refusé le consentement unanime, le NPD soit maintenant si chatouilleux au sujet de la décision qu'il a prise vendredi de ne pas permettre que cette question fasse l'objet d'une motion de défiance, qu'elle soit renvoyée au comité, que le droit à la propriété des Canadiens soit constitutionnalisé.

J'ai examiné le budget du point de vue de mes électeurs. La circonscription de Simcoe-Nord est représentative de l'Ontario, étant moitié urbaine moitié rurale, et suffisamment près du grand Toronto pour que nous en comprenions les problèmes, mais suffisamment loin pour ne pas en souffrir. Dans la circonscription de Simcoe-Nord, nous nous inquiétons de voir qu'un pays qui promet autant que le Canada souffre tellement sous l'administration du parti libéral. Notre économie devrait être la plus prospère du monde. Aucun autre pays ne possède autant de richesses humaines et économiques que le Canada. Depuis trop longtemps, les divers gouvernements libéraux se disent: «Achetez les votes dès maintenant et nos enfants paieront plus tard.» Pendant que les libéraux faisaient des pieds et des mains pour faire adopter une charte des droits, les Canadiens voyaient leurs emplois, leurs entreprises, leurs maisons, leurs fermes, leurs espoirs et leurs rêves disparaître.

• (1110)

Avant de parler de l'exposé budgétaire lui-même, je voudrais dire quelques mots de la conjoncture économique qui existait au Canada le jour de la présentation du budget. Notre taux de chômage atteignait 12.6 p. 100, ce qui ne s'était pas vu depuis la dépression. Le taux de chômage chez les jeunes était de 21.3 p. 100. Plus de deux millions de Canadiens étaient au chômage ou avaient cessé de chercher un emploi.

Selon la *Free Press*, de Midland, en Ontario, 4,300 personnes étaient inscrites au Centre d'emploi du Canada, ce qui représente un taux de chômage de 33 p. 100.

Les Canadiens voulaient un budget qui créerait des emplois. Ce n'est pas ce qu'ils ont eu. En 1982, il y a eu 33 p. 100 de plus de faillites commerciales qu'en 1981, 63 p. 100 de plus qu'en 1980 et 91 p. 100 de plus qu'en 1979. Autrement dit, le nombre des faillites commerciales a doublé. L'économie de la circonscription de Simcoe-Nord est axée sur la petite entreprise. Les Canadiens voulaient un budget qui s'attaquerait aux problèmes de ce secteur de l'économie. Ce n'est pas ce qu'ils ont eu, monsieur le Président.

Comme partout ailleurs, les propriétaires de maison de Simcoe-Nord ont souffert des taux hypothécaires astronomiques entraînés par la politique d'argent cher du parti libéral. Les taux hypothécaires ont grimpé jusqu'à 21 et 22 p. 100 et, comme tous les autres Canadiens, mes électeurs en ont beaucoup souffert en 1981 et 1982. Les ventes forcées et les saisies sont devenues chose courante à cause de la politique du parti libéral. Les Canadiens auraient voulu que le budget prévoie la déduction des intérêts hypothécaires du revenu imposable ou encore qu'il contienne une disposition pour les prémunir contre les taux hypothécaires. Ils n'ont obtenu ni l'un ni l'autre.

J'ai déjà dit que la circonscription de Simcoe-Nord était moitié rurale, moitié urbaine. Mes électeurs des régions rurales font de l'élevage de bovins de boucherie, de vaches laitières, de porcs et d'agneaux. Ils cultivent aussi des récoltes commerciales. Depuis deux ans, les agriculteurs font face aux mêmes problèmes que les petites entreprises, y compris les taux d'intérêt élevés et le resserrement du crédit. Ils espéraient que le budget s'attaquerait à ces problèmes, mais il n'en a rien fait.

Que dire des contribuables? L'inflation et le taux de chômage élevé ont sensiblement réduit le revenu disponible. Les contribuables de ma circonscription ne voulaient pas d'un budget qui augmenterait les impôts, mais c'est ce qu'il a fait. Il a augmenté les impôts des contribuables à faible et à moyen revenus, non pas directement, mais à la façon traditionnelle des libéraux, c'est-à-dire par duperie.